

16 août 1969

Allocution dans le cadre d'une visite aux Îles-de-la-Madeleine

Si j'ai tenu à venir vous rencontrer avec plusieurs de mes collègues, et à m'enquérir sur place de vos besoins et de vos problèmes, c'est de toute évidence parce que le gouvernement veut vous aider. Personne n'est plus désireux que mes collaborateurs et moi-même de voir grandir la prospérité et le bien-être sur toute l'étendue du territoire québécois, y compris bien entendu les Îles-de-la-Madeleine. Nous formons une équipe qui a une conscience aiguë des réalités économiques et qui travaille très fort pour stimuler la croissance de nos diverses régions.

Il y a cependant une chose bien importante que je voudrais vous dire, pas seulement à vous qui m'écoutez en ce moment, mais à toute la population du Québec: c'est que le gouvernement ne peut pas vous aider sans votre participation. Et d'abord, qu'est-ce que c'est que le gouvernement?

Ce n'est pas une sorte de puissance tutélaire qui existerait en dehors de nous-mêmes et qui aurait la faculté de nous donner ce que nous n'avons pas. Le gouvernement, c'est vous et moi, c'est l'ensemble des citoyens, c'est le principe organisateur de la société à laquelle nous appartenons.

Il ne peut donc pas distribuer ce que nous ne produisons pas. Il ne peut pas être plus riche que la société dont il est une émanation. Ce qu'il donne aux uns, il faut qu'il le demande aux autres, c'est-à-dire à ceux qui travaillent, qui épargnent, qui investissent, qui créent des richesses.

En d'autres termes, le gouvernement ne peut pas remplacer l'initiative des individus ou des groupes de citoyens. Son rôle est plutôt d'éclairer la route, de parfaire notre équipement collectif, d'orienter et de stimuler au besoin les efforts de tous. Nous ne sommes pas opposés à des interventions plus directes de l'État quand le bien commun l'exige, pour empêcher par exemple que des abus ne soient commis au détriment des membres les plus faibles de la société, ou encore pour suppléer aux insuffisances de l'entreprise privée. C'est sous le gouvernement actuel que Sidbec est enfin devenu une réalité et nous venons d'imprimer un nouvel essor à la Société Générale de Financement par une participation accrue du trésor public. Mais ce sont là des cas particuliers, que nos moyens ne nous permettraient pas de multiplier indéfiniment.

D'une façon générale, ce n'est pas l'État qui crée l'activité économique. La prospérité commune repose sur le travail productif des citoyens eux-mêmes. Et toute dépense publique, qu'elle soit faite pour l'organisation d'un nouveau service, pour le financement d'une mesure de bien-être ou pour toute autre fin, doit forcément se traduire par un prélèvement sur la production québécoise, les emprunts n'étant en définitive que des impôts à retardement.

Les multiples demandes qui parviennent chaque jour au gouvernement, c'est donc aux contribuables qu'elles s'adressent en réalité. Il serait bien agréable pour nous de toujours dire oui, mais nous avons le devoir de penser aux possibilités de l'économie québécoise, qui

ne sont pas illimitées. Nous avons le devoir de penser à ceux qui payent des taxes et qui ont de bonnes raisons de penser qu'ils en payent assez. Que les individus sont déjà suffisamment taxés, tant par Ottawa et par Québec que par leurs administrations municipales et scolaires, je pense que tout le monde en tombera facilement d'accord. Mais il y en a qui font de la démagogie facile en disant ou en laissant entendre que nous pourrions alourdir à notre gré le fardeau des compagnies. Nous n'avons pas le droit d'oublier les conséquences économiques des impôts.

Au seul chapitre de l'impôt sur les corporations, fédéral et provincial, les entreprises commerciales et industrielles versent déjà au fisc 52 % de leurs revenus. Serait-il sage de leur demander encore plus, au moment où il s'avère impérieux de stimuler l'économie du Québec et de favoriser son expansion industrielle?

Chacun sait ou devrait savoir qu'il faut, au contraire, leur accorder des dégrèvements fiscaux et des primes à l'investissement, surtout si on veut les encourager à s'établir dans les régions qui en ont le plus besoin. C'est ce que fait le gouvernement fédéral, avec sa politique de régions désignées. C'est ce que fait aussi le gouvernement du Québec, en ajoutant ses propres stimulants fiscaux à ceux qu'offre déjà Ottawa.

Malgré tout, il y a encore des industries qui nous échappent, des industries que nous espérons attirer au Québec et qui trouvent plus d'avantages à aller s'établir ailleurs. Et quels sont ceux qui nous en font les plus amers reproches? Ceux-là mêmes, bien souvent, qui nous reprochaient la veille de ne pas taxer davantage les compagnies.

Soyons sérieux. Le Québec a, bien sûr, ses difficultés et ses problèmes: qui n'en a pas? Mais si l'on veut être réaliste, il faut regarder l'ensemble du tableau. Nous avons un territoire qui est l'un des plus riches du monde en ressources de toute nature. Ce territoire est traversé de part en part par une voie maritime qui constitue la principale artère commerciale du continent nord-américain. Il est situé au carrefour de deux mondes, au confluent des deux cultures qui sont sans doute les plus fécondes de la civilisation occidentale. Et la mise en valeur des richesses qui s'y trouvent ne fait que débiter. Le Québec est par excellence une terre d'avenir, une terre d'expansion, une terre où il reste énormément à créer, à inventer, à bâtir.

Comme question de fait, malgré des difficultés temporaires qu'il faut se garder de noircir à dessein, la progression économique du Québec a été rapide et constante tout au long de la dernière décennie. Le revenu et le niveau de vie de sa population ne cessent de s'accroître, ainsi que chacun peut s'en rendre compte.

S'il s'est trouvé des industries qui, pour des raisons qui les concernent, ont préféré s'établir ailleurs, il s'en est trouvé un bien plus grand nombre qui ont décidé de s'établir ou de s'agrandir au Québec. Saviez-vous que depuis le début de l'année 1969, il s'est investi au Québec plus de \$ 1 000 000 par jour dans des installations ou des extensions d'usines qui augmentent notre capacité de production et nos disponibilités d'emplois?

Mais ce n'est pas encore suffisant. J'ai la ferme conviction que nous devons faire encore davantage et que nous pouvons le faire. Nous y arriverons toutefois à une condition: c'est

que pas seulement le gouvernement, mais toute la population avec lui adoptent une attitude positive à l'égard du développement économique du Québec. Ce ne serait pas un bon moyen d'encourager les investissements que de créer un climat d'agitation et de violence, quand tout le monde sait que les détenteurs de capitaux recherchent à bon droit un climat de stabilité.

Ce ne serait pas un bon moyen de multiplier les industries et les emplois que de dénigrer systématiquement les industriels et les employeurs. Ce ne serait pas un bon moyen d'assurer la croissance de l'économie québécoise que de lui demander en profits, en salaires ou en revenus plus qu'elle ne peut raisonnablement donner dans les circonstances présentes. Ce ne serait pas un bon moyen de stimuler la productivité que de créer un courant de défaitisme en parlant toujours de nos carences et de nos difficultés, jamais de nos atouts et de nos réussites.

Malgré tous les alarmistes et les broyeurs de noir, les efforts concertés du gouvernement, de nos institutions coopératives et de nos sociétés commerciales et industrielles sont en train de porter à de nouveaux sommets les indices de notre développement économique. Que tous entrent résolument dans la ronde et il n'y a pas de limite aux progrès que nous pourrions réaliser ensemble, pour le plus grand avantage de chacun de nos 6 000 000 de citoyens.